

## VACLAV HAVEL ET L'EUROPE

Marquée par les péripéties récentes de la présidence tchèque du Conseil de l'Union européenne (1<sup>er</sup> janvier-30 juin 2009), l'opinion européenne a, souvent, hâtivement conclu que les Tchèques étaient opposés à l'Europe. Il est vrai qu'un courant de pensée notable de la vie politique tchèque, personnifié par Vaclav Klaus, et porté par le parti démocratique civique (ODS), soutient les thèses des économistes néo-libéraux, revendique un souverainisme nationaliste radical, et ne cache pas son aversion pour l'Union européenne. Mais ce courant, s'il est devenu assez puissant dans le pays durant les années 2000, pour animer une coalition de gouvernement, n'est cependant pas exclusif. Il existe aussi, en République tchèque, un autre fort courant de pensée, dont les promoteurs, issus pour la plupart de la dissidence anti-totalitaire des années soixante-dix, ont nettement opté pour l'intégration de leur pays dans l'OTAN et l'Union européenne. Vaclav Havel, porte-parole charismatique de ce courant, s'est dépensé sans compter durant ses deux présidences (1993-2003) pour faire avancer des idées pro-européennes et un projet qui lui ont toujours tenu à cœur. Nous voudrions dans cette brève communication rappeler la maturation de la pensée de V.Havel sur l'Europe avant son élection en 1993 ; ses efforts, une fois au pouvoir, pour les faire progresser ; et, enfin, son regard sur la politique « eurosceptique » de son successeur.

### DU RETOUR DE L'EUROPE...

En parcourant les essais politiques et les discours rédigés par V.Havel, on prend très vite conscience des trois échelles identitaires qui le caractérisent. A la base, il y a, bien sûr, la nation tchèque. Il aime à répéter que, pour lui, l'une des réalités de l'Europe est d'être « formée en majeure partie de petites nations dont l'histoire politique et spirituelle est composée de milliers de fils entrelacés en un seul et même lieu »<sup>1</sup>. Il reconnaît à propos de la scission slovaque que « les peuples ont le droit de passer –si cela correspond à la volonté de leur majorité- par la phase de leur indépendance nationale »<sup>2</sup>.

Au delà de cette assise que représente la nation, V.Havel se réfère à une seconde entité qu'il désigne le plus souvent par l'expression -quelque peu floue- d' « Europe centrale ». Il considère que celle-ci, après l'éclatement de l'Empire des Habsbourg, a perdu toute consistance politique, mais est restée un espace historique et culturel très fort. Certes, « les rivalités, les animosités et les conflits »<sup>3</sup> entre les nations de cette partie de l'Europe ont été légion, mais le poids commun de la dictature communiste durant plus de quarante ans ainsi que les complicités entre les dissidences nationales pendant cette période, ont rapproché les peuples, notamment les Polonais, les Hongrois et les Tchécoslovaques. Avant même que le Mur de Berlin ne tombe, Havel contribue à tisser des liens avec le mouvement polonais Solidarnosc et, dès le Mur démantelé, il s'emploie à associer les trois pays dans le « groupe de Visegrad ».

Dépassant largement cette aire d'appartenance culturelle et historique que constitue l'Europe centrale dans la géopolitique personnelle de Vaclav Havel, une

---

<sup>1</sup> 13 novembre 1986 in V. Havel, *L'angoisse de la liberté*, L'Aube, 1994, 252 p., pp. 60-61.

<sup>2</sup> V. Havel, *A vrai dire. Livre de l'après-pouvoir*, L'Aube, 2007, 448 p. p. 125.

<sup>3</sup> V. Havel, *L'angoisse de la liberté*, op. cit., p. 73.

troisième entité s'impose dans ses déclarations et ses écrits politiques : l'Europe dans son ensemble. Ainsi, tout au long d'un flamboyant discours envoyé à Rotterdam pour la réception du prix Erasme, le 13 novembre 1986<sup>4</sup>, il célèbre l'unité des destins des populations européennes : « Je suis convaincu qu'en honorant aujourd'hui par le prix Erasme un Tchèque, les Néerlandais démontrent que pour eux –comme pour ce Tchèque- il n'y a qu'une Europe, certes coupée politiquement, mais ni divisée, ni divisible sur le plan spirituel ».

Il reconnaît, toutefois, dans ce même discours, que le sentiment d'appartenance à l'Europe s'est trouvé brouillé, affaibli par l'indifférence manifestée par les pays d'Europe occidentale à l'égard des Etats d'Europe centrale depuis leur intégration dans le Bloc soviétique. Tout s'est passé comme si, à compter de ce moment, les Européens de l'Ouest détournent leur regard de l'Est parce qu'on les avait convaincus que ce qui s'y passait ne les regardait pas. Et Havel, sans rancœur mais sans faillir, de rappeler aux Occidentaux la faiblesse des réactions de leurs gouvernements lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968. Il a fallu, selon lui, attendre une quinzaine d'années pour que se dessine un changement prometteur dans le comportement occidental. Les Accords d'Helsinki en 1975 ont concrétisé ce retournement des consciences qui ne cesse de s'amplifier jusqu'en 1989. Ainsi, lorsque Havel est jeté en prison en 1979, les réactions sont, cette fois, très vives en Occident : « ce fut, écrit-il en 1986, presque un chœur de voix de sympathie qui s'éleva de par le monde ; j'en serai à jamais reconnaissant et touché. Cet exemple ne montre-t-il pas que les Européens de l'Ouest commencent à se rendre de plus en plus clairement compte de ce que l'on ressent depuis longtemps et douloureusement en Europe de l'Est, c'est-à-dire qu'il existe aussi une autre moitié de l'Europe ? »<sup>5</sup>

A la fin des années soixante-dix, dans le double et contradictoire contexte des Accords d'Helsinki et de la crise des Euromissiles, les dissidents de l'Europe de l'Est, percevant un intérêt plus marqué de la part de l'Occident, réfléchissent volontiers sur l'avenir de l'Europe. Dans un texte adressé en 1985 au Congrès d'Amsterdam pour la paix, V.Havel tente d'inventorier leurs projets, non sans souligner leur diversité<sup>6</sup>. Trois propositions rallient alors leurs suffrages : 1- La « création d'une zone d'Etats neutres en Europe centrale pour remplacer la frontière acérée d'aujourd'hui entre les deux blocs » (proposition défendue surtout en Pologne et en Hongrie) ; 2- La dissolution des deux blocs militaires et le retrait des armées américaine et soviétique des territoires de leurs alliés européens ; 3- La signature d'un traité de paix allemand « qui, s'il confirmait les frontières actuelles, n'en ouvrirait pas moins une perspective d'unification confédérative aux Etats allemands ».

Havel semble plutôt adhérer à cette troisième proposition de la dissidence est-européenne. Pour lui, en effet, la résolution de la crise allemande constitue un préalable majeur à la dissolution des pactes militaires : « Peut-on s'imaginer, en effet, observe-t-il, une Europe sans pactes et sans systèmes de défense –c'est-à-dire sans défense-, pendant que Berlin continuerait tranquillement à être coupé par un mur et le problème allemand à être non résolu ? »<sup>7</sup>. Ce sentiment, nettement exprimé dès 1985, que l'Allemagne est la clef de toute reconstruction européenne, devient, dans les années suivantes, une conviction absolue. Havel se plaît à rappeler, en avril 1990, que « pour nous, il a toujours été clair que l'Allemagne était divisée artificiellement et que la réunification aurait lieu

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, pp. 55-67.

<sup>5</sup> V. Havel, *L'angoisse de la liberté*, *op. cit.*, pp. 61-62.

<sup>6</sup> V. Havel, « Anatomie d'une réticence » in *Essais politiques*, Calmann-Lévy, 1989, 264 p., pp. 189-219.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 215.

un jour. Il fut un temps où cette opinion, prononcée à haute voix, était considérée comme une provocation et où même bon nombre d'Allemands portaient ce jugement. Nous sommes heureux que ce qui devait se produire soit devenu réalité. Nous sommes heureux non seulement parce que nous ne souhaitons à aucune nation d'être artificiellement divisée mais parce que nous considérons le démantèlement du mur qui séparait les deux Allemagne comme le démantèlement du rideau de fer tout entier, donc comme une libération de nous tous. Comme nous l'avons déjà dit, la réunification de l'Allemagne ne constitue pas un frein au processus d'intégration européenne mais doit être considérée comme un moteur<sup>8</sup> ».

Dans cette logique, Havel, dès la chute du Mur, envisage le « retour à l'Europe », en précisant toutefois que, si la formule est belle, elle n'en est pas moins inexacte, car il ne s'agit pas, en imaginant un tout nouvel espace européen, de revenir en arrière mais « d'aller de l'avant »<sup>9</sup>. Pour ce faire, il faut confronter les opinions de tous les peuples intéressés. Malgré les multiples problèmes internes à la Tchécoslovaquie, notamment le différend entre Slovaques et Tchèques, qui occupe beaucoup de son temps entre 1990 et 1993, Havel multiplie les initiatives en faveur de la construction européenne. Dans nombre de ses discours (devant la Diète et le Sénat polonais en janvier 1990, à Bratislava en avril 1990, à l'Assemblée de Strasbourg en mai 1990, à la réception du prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle en mai 1991 ou, encore, lors du dîner à Prague en l'honneur du Chancelier Helmut Kohl en février 1992...), il revient inlassablement sur le sujet. Il a, sur cette question, des interlocuteurs privilégiés : les pays d'Europe centrale voisins de la Tchéquie (Pologne, Hongrie, Slovaquie) qu'il réunit à Bratislava le 9 avril 1990, avec, comme observateurs, des représentants autrichiens, yougoslaves et italiens. L'objet de cette rencontre est très ambitieux, si ambitieux que l'organisateur lui-même n'écarte pas l'idée d'un échec possible. Havel, en effet, voudrait, d'une part, que Polonais, Hongrois et Slovaques s'accordent pour coordonner leur entrée au Conseil de l'Europe et dans la Communauté européenne ; et, d'autre part, décident d'œuvrer en commun pour que, dès l'année suivante, une nouvelle conférence d'Helsinki pose les bases d'une Europe nouvelle qui soit « une communauté de nations indépendantes et d'Etats démocratiques amis, formant ensemble un nouveau système contractuel politique, économique et de sécurité<sup>10</sup> »

Ce « retour à l'Europe » se veut réaliste. Il n'est pas motivé par une admiration béate pour le libéralisme occidental. Alors qu'Havel n'est encore qu'un dissident traqué par la police de son pays, il n'en critique pas moins, en de vigoureuses formules, les dérives du système capitaliste. Il faut, affirme-t-il, « que la vie humaine ne se réduise pas à la production répétitive, des biens et à leur consommation, mais que des possibilités multiples lui soient ouvertes ; que les gens cessent d'être un troupeau, une marchandise manipulable et uniformisée, consommateurs de la culture télévisée » (1986)<sup>11</sup>. Ainsi, l'Europe de l'Est ne vient pas comme une mendicante au banquet européen ; elle a conscience d'apporter sa contribution à l'Europe en construction, notamment sous la forme d'une philosophie critique ultra-réaliste, fondée sur un scepticisme propre aux populations d'Europe centrale, et forgée au cours des multiples avatars de leur histoire. C'est cette espèce d'intuition qui leur permet de reconnaître le danger « avant même qu'il soit visible et que l'on puisse démontrer son caractère dangereux »<sup>12</sup>. Une telle

---

<sup>8</sup> V. Havel, *L'angoisse de la liberté*, op. cit., p. 111.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 82 (janvier 1990).

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 83 (avril 1990).

<sup>11</sup> V. Havel, *Interrogatoire à distance*, L'Aube, 1989, 256 p., p. 25.

<sup>12</sup> V. Havel, *Essais politiques*, op. cit., p. 202.

méfiance innée envers l'utopisme, que sont à même de lui transmettre les Européens de l'Est, devrait empêcher la communauté européenne en formation de se fourvoyer dans des projets idéaux éloignés des réalités politiques et économiques. En outre, dans un contexte où l'Union européenne semble n'avoir plus comme principes que ceux d'un libéralisme débridé, les Européens de l'Est sont susceptibles de proposer d'autres valeurs fondées sur les droits de l'homme et issues des mouvements antitotalitaires de dissidence. A la condition, toutefois, que l'Occident veuille bien écouter et faire sien ces valeurs... S'interrogeant, dix ans après la chute du Mur, sur ce qu'ont pu transmettre les pays d'Europe de l'Est aux « riches démocraties occidentales », Havel, quelque peu déçu, se dit « profondément convaincu que nous aurions pu (leur) apporter une compréhension et une preuve vécue de l'expérience totalitaire et de notre résistance contre ce système politique. Une expérience pareille, bien analysée et bien présentée, peut être utile à tous (...). Nous avons fait une expérience historique fondamentale qui signifie ceci : pour donner un sens à nos actes et pour espérer leur succès politique, il faut d'abord donner des réponses justes aux problèmes éthiques essentiels de notre temps<sup>13</sup> ».

Lorsque, au printemps 1991, il évoque l'avenir de l'Europe, Havel donne comme préalable, la nécessité absolue de tenir compte de deux réalités –culturelles et géopolitiques : « Lors de ce jeu complexe et simultané, il ne faudra jamais perdre de vue deux éléments : le premier est l'existence de liens profonds entre notre civilisation et ses valeurs avec le continent nord-américain. Il est difficile d'imaginer l'intégration de toute l'Europe sans cette dimension atlantique, c'est-à-dire sans une participation souple mais d'autant plus diversifiée des Etats-Unis et du Canada à ce processus. Le deuxième élément important, selon moi, est qu'aucune configuration européenne future n'est pensable sans les peuples européens de l'Union soviétique et sans des connexions avec la société multinationale que devient l'Union soviétique aujourd'hui<sup>14</sup> ».

A ce moment où l'URSS n'a pas encore implosé, Havel reste prudent, pragmatique et ouvert. Il semble persuadé que la communauté de nations indépendantes qu'il appelle de ses vœux ne se fera pas *ex nihilo* mais se construira à partir des réalisations existantes (le Conseil de l'Europe, l'OTAN, les Accords d'Helsinki...), ou de concepts en débat, comme celui de la « Maison commune européenne » - lancé par M. Gorbatchev à Strasbourg en juillet 1989 -, ou du projet de « Confédération européenne de l'Atlantique à l'Oural » proposé par François Mitterrand le 31 décembre 1989. « Je suis persuadé, affirme V.Havel à la réception du Prix Charlemagne en mai 1991, qu'aucune de ces initiatives n'en exclut une autre, ni peut l'exclure. Bien au contraire, elles doivent se compléter. Personne d'entre nous ne sait pour l'instant dans lequel de ces jeux nous aurons le plus de chances de gagner, et lequel représente donc la chance pour toute l'Europe. C'est pourquoi nous devons les suivre tous avec attention<sup>15</sup> ».

### ...AU RETOUR A L'EUROPE<sup>16</sup>

Hissé, sans l'avoir voulu, au sommet du pouvoir, Vaclav Havel bataille sans relâche pour que se réalise le « retour à l'Europe » de son pays et des autres pays d'Europe

---

<sup>13</sup> V. Havel, *Pour une politique post-moderne*, L'Aube, 1999, 88 p., pp. 72-73.

<sup>14</sup> V. Havel, *L'angoisse de la liberté*, op. cit., pp. 152-153.

<sup>15</sup> F. Mitterrand, V. Havel, *Sur l'Europe*, L'Aube, 1991, 64 p., p. 33.

<sup>16</sup> « Retour à l'Europe » est un slogan lancé notamment par le Forum Civique Tchécoslovaque en 1990.

centrale. Le terme « bataille », qu'il utilise lui-même, en dit long sur la difficulté d'une telle entreprise.

Certes, Havel a désormais l'avantage d'occuper un poste éminent. Elu président intérimaire de la Tchécoslovaquie dès la démission de Gustav Husak, il est reconduit à la présidence en juillet 1990 par le nouveau parlement ; et, après sa démission au moment de la partition entre Tchèques et Slovaques, devient en janvier 1993 le premier président de la République tchèque. Il est réélu en 1998. A l'exception de six mois (juillet 1992-janvier 1993), il s'est donc trouvé à la tête du pays, de 1990 à 2003.

Une telle continuité dans la fonction suprême lui permet de défendre des projets et de les porter durablement, mais en tant que président, il ne dispose, d'un point de vue constitutionnel, que de peu de pouvoir, le régime tchèque étant plus parlementaire que présidentiel. Il sait, certes, compenser avec habileté ce déficit par son prestige national et international exceptionnel, dû à son courageux passé de dissident, à sa formation de philosophe et à ses talents d'écrivain et de dramaturge. Il utilise au mieux cette aura en multipliant les visites à l'étranger et les discours. Il est appelé à s'exprimer devant les plus prestigieux aréopages (parlementaires, intellectuels, artistes...) du monde entier (Copenhague, Tokyo, Oslo, Aix-la-Chapelle, Paris, Jérusalem, Salzbourg, Davos...). Il compte des amis proches parmi les élites politiques influentes du moment, comme le roi d'Espagne Juan Carlos ou, surtout, Madeleine Albright, tchèque d'origine, ambassadrice américaine aux Nations Unies (1993-1997) et secrétaire d'Etat des Etats-Unis entre 1997 et 2001.

La méthode d'Havel consiste à privilégier quelques grandes causes qui lui tiennent à cœur et, inlassablement, à les plaider à chaque déplacement, à chaque discours, à chaque rencontre de personnalités influentes. Dans cette posture d'avocat, il avoue avoir le sentiment de se répéter, mais il a aussi conscience de faire ainsi avancer ce qu'il nomme les « sujets présidentiels ». Or, le retour de l'Europe de l'Est dans le concert européen en est un, et, sans aucun doute, le principal en politique étrangère.

Il est clair que, pour lui –comme pour les autres dirigeants d'Europe de l'Est-, le « retour » revêt plusieurs aspects indissociables et complémentaires. Il doit, à la fois, assurer la sécurité des anciens satellites de l'URSS par leur intégration dans l'OTAN ; ainsi que l'orientation définitive de leur vie politique vers une démocratie parlementaire, et de leurs économies vers le libéralisme, grâce à leur entrée dans l'Union européenne. C'est donc une double bataille de plus de dix ans que devait conduire victorieusement Havel.

La priorité est l'adhésion à l'OTAN. La question occupe beaucoup les milieux politiques tchèques et mobilise le nouveau président de la République : « J'étais persuadé, avoue-t-il quelques années plus tard, qu'à la différence de l'élargissement de l'Union européenne, long et compliqué techniquement bien que politiquement plus facile, l'élargissement de l'OTAN était une affaire techniquement plus facile, et en outre très importante du point de vue politique<sup>17</sup> ». En réalité, c'est un vrai combat, et un combat qui dure pratiquement dix ans (1990-1999). De nombreux obstacles, en effet, ralentissent l'adhésion, notamment la forte méfiance des pays occidentaux : « Ils avaient peur, explique Havel. Ils avaient l'impression qu'ils ne nous avaient pas encore assez bien perçus. Ils ne comprenaient pas comment il se pouvait que des peuples entiers souhaitent le contraire –leur semblait-il- de ce qu'ils souhaitaient il y a peu de temps

---

<sup>17</sup> V. Havel, *A vrai dire*, *op.cit.*, p. 371.

encore. Ils avaient horreur de l'idée de devoir partager des secrets de sécurité avec leurs récents adversaires, avec des pays post-communistes qu'ils ne comprenaient pas encore bien, dont ils ignoraient les événements à venir, dont ils ne connaissaient pas les nouveaux dirigeants ; ils se méfiaient des problèmes que ces personnes encore peu connues pourraient créer<sup>18</sup> ». La méfiance n'est pas la seule cause des réserves des pays occidentaux. Il existe aussi, chez eux, des considérations de leadership. L'Allemagne, par exemple, si elle est prête à soutenir l'intégration de la Tchécoslovaquie à l'Union européenne parce qu'elle domine celle-ci, est moins enthousiaste de la voir rejoindre l'OTAN qui est aux seules mains des Etats-Unis. « ...Il me semble, remarque Havel en janvier 1995, que les Allemands aimeraient maîtriser seuls l'ordre sécuritaire en Europe centrale, ou éventuellement en coopération avec les Russes, sans assistance américaine<sup>19</sup> ». Et d'ajouter que Richard Holbrooke, ambassadeur en Allemagne et futur négociateur des Accords de Dayton, a « exactement sa vision des choses ». L'entrée de la République tchèque dans l'OTAN devait être une décision due essentiellement à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis qui considèrent cette entrée comme une « nécessité stratégique ». L'affaire est conclue au cours de dîners privés à Washington chez Madeleine Albright, auxquels participent Bill Clinton et Vaclav Havel. Ce dernier reconnaît avoir été « un grand avocat de l'élargissement », car il était persuadé que celui-ci « garantirait la pérennité de la situation nouvelle en Europe. J'imaginai la foule des populistes, des démagogues, des nationalistes et des postcommunistes qui profiteraient de tout retard pour nous critiquer en disant que l'Occident égoïste et arrogant, avec sa société de consommation, ne nous reconnaissait pas comme partenaires et que nous devons chercher notre propre voie<sup>20</sup> ».

Si un accord de principe est assez vite conclu avec les responsables politiques américains et britanniques, sa réalisation se révèle complexe et laborieuse, obligeant V.Havel à s'investir totalement et à jouer au mieux de son rayonnement international. Encore en 1998, il met la cause de l'OTAN au premier rang de ses motivations à la candidature à un second mandat présidentiel : « (...) Si je n'allais pas jusqu'au bout de ma tâche, moi qui jouis d'un prestige international, nous ne deviendrions pas membres de l'OTAN, et l'OTAN ne s'élargirait peut-être même plus, ce qui aboutirait à un nouveau rideau de fer –cette fois-ci plutôt d'ordre psychologique-, et nous nous retrouverions dans la sphère des semi-démocraties suspectes, terroir des populistes et des nationalistes. Ce que j'avais entrepris, je devais l'achever, et je devais être là quand on intégrerait l'OTAN et l'UE<sup>21</sup> ».

Les réserves à l'entrée dans l'OTAN n'émanent pas que de certains pays occidentaux. Dans son propre pays, Havel fait face à l'opposition de son rival Vaclav Klaus ; il avoue n'avoir obtenu son accord final qu'« en recourant à une mise en scène légèrement manipulée<sup>22</sup> », sans malheureusement ne donner aucun détail sur cette « manipulation ».

Trois phases peuvent être distinguées dans le processus d'intégration à l'OTAN de la République tchèque –ainsi que de la Pologne et de la Hongrie. Pendant la première (1990-1993), est lancée l'idée d'une « rénovation » de l'OTAN fondée sur une coopération élargie aux pays d'Europe centrale et orientale (déclaration de Londres du 6 juillet 1990) et sur une implication dans les activités de maintien de la paix de l'ONU, de

---

<sup>18</sup> *Ibid.* p. 369.

<sup>19</sup> *Ibid.* p. 58.

<sup>20</sup> *Ibid.* p. 370.

<sup>21</sup> *Ibid.* p. 279.

<sup>22</sup> *Ibid.* p. 255.

l'Union européenne et de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (Oslo, 4 juin 1991). La dissolution du Pacte de Varsovie –à Prague, le 1<sup>er</sup> juillet 1991- considérée par Havel comme « l'événement historique (qui) a marqué la fin définitive du monde bi-polaire<sup>23</sup> », permet à l'OTAN de mettre sur pied, dès les 7-8 novembre 1991, un Comité de Coopération Nord Atlantique (COCONA ou CCNA) rassemblant les membres de l'Alliance et les anciens Etats du Pacte de Varsovie. Il s'agit là d'une étape majeure pour la Tchécoslovaquie et les autres pays d'Europe centrale. Une seconde étape est franchie au sommet de Bruxelles (10-11 janvier 1994) lorsque l'OTAN lance le Partenariat pour la Paix (PpP) qui établit un programme de coopération militaire avec les pays membres du COCONA (ou CCNA) et des pays de la CSCE. Dès lors, l'armée tchèque, qui avait, depuis 1989, participé à des missions de paix dirigées par les Nations Unies (en Irak, de 1990 à 2003, et dans l'ex-Yougoslavie en 1992) intensifie ses actions et apprend à coopérer avec d'autres forces occidentales. Il faut cependant attendre 1997 pour que soit annoncée les 7-9 juillet, dans la « déclaration de Madrid », l'ouverture de pourparlers d'adhésion pour la République tchèque, la Hongrie et la Pologne. Les protocoles d'accession sont finalement signés en décembre 1997, et l'adhésion officielle des trois pays à l'OTAN, prononcée le 12 mars 1999. Commence alors une nouvelle période –délicate et longue- où la République tchèque est invitée à restructurer son armée et à la mettre aux normes de l'OTAN. Ce qui constitue un investissement très coûteux, avec des choix aussi délicats que le renouvellement de ses avions de combat.

Cette longue marche se termine avec les honneurs pour la République tchèque, car c'est à Prague que se tient les 21 et 22 novembre 2002 le premier sommet de l'OTAN dans un ancien pays du Pacte de Varsovie. On comprend que Vaclav Havel ait vu dans le choix de la capitale tchèque une juste reconnaissance de ses efforts continus en faveur de l'Alliance atlantique<sup>24</sup>.

L'autre « bataille » parallèle à celle de l'intégration à l'OTAN, conduite par Havel – l'élargissement de l'Union européenne- dure tout autant mais, dans le pays comme dans les écrits d'Havel, n'a pas le même écho. D'une part, elle est, de l'aveu même du président, moins difficile politiquement que l'intégration dans l'Alliance atlantique. Il est évident, en effet, que, pour l'opinion comme pour le milieu politique, le véritable enjeu est sécuritaire ; c'est donc l'OTAN qui occupe le devant de la scène tchèque jusqu'en 1998, et pas l'adhésion à l'Union européenne. « La négociation européenne était et reste, observe le sociologue de la République tchèque Ivan Galab, affaire de spécialistes. L'exécutif tchèque l'a conduite de bout en bout en petit comité, dans le champ bien clos des diplomates et des experts. Le Parlement et ses commissions ont été laissés à l'écart, sauf dans les cas où la loi faisait obligation au gouvernement de les consulter ; la population aussi. Aux yeux du citoyen moyen, l'Union européenne n'a longtemps été qu'un thème politique très général ; il approuvait la démarche d'adhésion parce qu'il approuvait le 'retour' du pays vers l'Ouest<sup>25</sup> ». La position de Vaclav Havel ne nous paraît pas fondamentalement différente. S'il ne perd pas une occasion –nationale et surtout internationale- de proclamer sa foi en l'Europe et son désir de voir entrer son pays dans l'Union européenne, il fait, dans ses écrits personnels, très peu allusion aux modalités

---

<sup>23</sup> *Ibid.* p. 368.

<sup>24</sup> *Ibid.* p. 378.

<sup>25</sup> J. Rupnik (sous la direction de), *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs, enjeux*, Presses de Sciences Po, Paris, 2004, 336 p., p. 177.

techniques et aux péripéties des négociations. Il est certes conscient du double défi<sup>26</sup> que constitue l'entrée de son pays dans l'Union européenne : défi économique qui oblige, par une thérapie de choc, de substituer l'économie libérale à l'économie planifiée et collectiviste. Défi politique, qui se traduit par le passage en quelques années du totalitarisme à la démocratie.

Cette double mutation –il serait sans doute plus juste de parler de « révolution »– est soumise, en République tchèque comme dans les autres pays candidats, à l'impérieux cahier des charges que l'UE impose dès 1993 à Copenhague. Un programme spécifique à la République tchèque souligne les priorités et précise les échéances. L'avancée des réformes est contrôlée régulièrement par le Conseil européen et par des missions de pays membres. L'année (2003) où il quitte le pouvoir, Havel a la satisfaction de pouvoir prendre connaissance d'un rapport rédigé par le député français Dupont-Aignan qui établit un bilan favorable des évolutions économiques et politiques du pays. Si l'auteur du rapport regrette l'absence d'un statut de la fonction publique, les discriminations subies par la communauté tzigane, le développement de la criminalité organisée ainsi que l'augmentation du déficit public, il se réjouit du redressement économique et de la progression du secteur privé dans le PIB (80%). Au final, il se montre très optimiste sur la suite des négociations d'adhésion : « Après avoir connu un certain retard, conclut-il, la République tchèque accélère le rythme de reprise de l'acquis, ce qui lui permet aujourd'hui de se situer dans le peloton de tête des pays candidats par le nombre de chapitres provisoirement clos<sup>27</sup> ».

Bien qu'ayant été le porte-parole de la cause européenne dans son pays, Vaclav Havel n'est plus président lorsque le 1er mai 2004, la République tchèque devient membre de l'Union européenne, à la suite d'un referendum (14 juin 2003) par lequel 77,3% des Tchèques votants (avec une participation de 55,21% des inscrits) ont approuvé l'adhésion. Fait aggravant pour lui, il lui faut accepter le fait que son successeur à la tête du pays, Vaclav Klaus, leader des économistes néolibéraux et partisan de la dérégulation et du libre marché, est un « eurosceptique », voire un europhobe, qui, à Prague, bannit le drapeau européen du château présidentiel, compare l'Union européenne à l'Union soviétique, et refuse en 2009 de signer la ratification du traité de Lisbonne.

\*  
\* \*

Ce passage malheureux du témoin en 2003, par l'europhile Havel à l'europhobe Klaus, ne doit cependant pas amenuiser ou, encore moins, occulter le rôle fondamental que Vaclav Havel a joué dans l'intégration de la République tchèque –et des pays voisins– dans l'OTAN et l'Union européenne. Il ne faudrait pas, pour autant, transformer Havel en un europhile inconditionnel et béat : « Je ne suis pas, tient-il à affirmer en 2006, un euro-enthousiaste. Mais je me rends compte que l'évolution dont nous sommes témoins en Europe est d'une importance historique capitale<sup>28</sup> ». Avant même l'adhésion de son pays à l'UE, il n'a pas ménagé les réserves et les critiques à l'égard du travail et de l'orientation de l'Union européenne. Dès 1994, il regrettait qu'elle ne possède ni un

---

<sup>26</sup> J-F Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est, de la Seconde guerre mondiale à nos jours*, Collection U, Armand Colin, 1<sup>ère</sup> édition 2006, 2<sup>ème</sup> édition, 2011, chapitre 11.

<sup>27</sup> <http://www.assemblee-nationale.fr/12/europe/rap-info/i0779.asp>

<sup>28</sup> V. Havel, *A vrai dire, op.cit.*, p. 382.

président ni un sommet : « L'UE n'a pas une seule tête, une tête claire et nette. Par conséquent, elle ressemble à une bête amorphe composée d'institutions et d'organes qui se confondent<sup>29</sup> ». En juin 1995, il revient sur le sujet et réclame une réforme générale des institutions européennes : un parlement bi-caméral (une « Assemblée populaires » et « une Assemblée des nations ») ; une Commission « purement technique » ; un vote modulé du Conseil de l'Europe (à l'unanimité sur les seules questions essentielles) ; l'élaboration d'une « sorte de Charte » mettant en exergue les idéaux européens ; et, enfin, une Constitution dont tous les documents seraient harmonisés et refondue dans un texte nouveau et « compréhensible par tous<sup>30</sup> ». Enfin, en 2006, Havel s'inquiète des dérives et, surtout, du suivisme de l'Union européenne par rapport aux Etats-Unis : « J'ai un très fort sentiment que l'Union européenne se laisse entraîner, sans la moindre résistance, dans la direction de l'actuelle civilisation mondialisée, autrement dit que sa grande idée est la croissance ; et même la croissance pour la croissance, la croissance des bénéfiques, des bénéfiques pour les bénéfiques, le développement et le bien être à tout prix, hélas de façon unidimensionnelle. Atteindre le niveau de l'Amérique et être plus forte, c'est le but principal de l'Europe d'aujourd'hui. Je trouve cela minable (...) Je crois que l'Europe pourrait faire plus que de suivre stupidement le mouvement, et par-ci, par-là, essayer de les rattraper et de dépasser les autres pays dans les domaines qui nous sont communs. Elle pourrait les inspirer. Elle pourrait être la preuve que la qualité est autre chose que la quantité<sup>31</sup> ». Comme ce dernier texte le confirme, les treize années de pouvoir n'ont en rien émoussé les convictions morales du dissident Havel ; pas plus que sa foi et son investissement dans l'élargissement de l'Union européenne n'ont jamais affaibli son esprit critique envers celle-ci.

Jean-François Soulet  
(Université de Toulouse-Le Mirail)

---

<sup>29</sup> *Ibid.* p. 30.

<sup>30</sup> *Ibid.* p. 65.

<sup>31</sup> *Ibid.* pp. 383-384.